

Les pays riches abandonnent les réfugiés à leur sort

Partage international n° 170 - Octobre 2002

Les pays industrialisés sont en train de fermer leurs portes aux réfugiés et ce, à une période où il n'y a jamais eu autant besoin de terres d'accueil. D'après le Comité américain pour les réfugiés (USCR), le nombre de réfugiés et de personnes déplacées a atteint un pic en 2001. Mais, après l'attaque terroriste du 11 septembre, de nouvelles restrictions ont été imposées aux réfugiés qui cherchaient à rejoindre les pays riches.

Selon l'enquête annuelle sur les réfugiés dans le monde, réalisée fin 2001, 14,9 millions de réfugiés et 22,5 millions de personnes déplacées ont dû abandonner leur région suite aux guerres civiles, à la violence ou à des répressions politiques ; et ces estimations sont considérées comme minimales. Les chiffres pour 2001 sont supérieurs d'environ 2,5 millions par rapport à ceux de l'année précédente. Le rapport signale notamment le déplacement d'environ deux millions d'Afghans, 350 000 Colombiens et de centaines de milliers de personnes en Angola, au Burundi, au Liberia, dans la République démocratique du Congo et dans 15 autres pays africains où sévit la violence.

Ce rapport met en évidence le fait que la situation est encore aggravée par le fait que les agences internationales et notamment le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ne reçoivent pas le soutien financier requis de la part des pays les plus importants. Vingt millions de dollars ont manqué au HCR pour la prise en charge de deux millions de réfugiés de l'Afrique centrale. L'assistance aux réfugiés afghans en a également souffert, et ce malgré la prédominance de leur pays sur la scène médiatique. Le HCR a annoncé qu'il devrait suspendre certaines opérations dans cette région s'il ne reçoit pas davantage que 171 millions de dollars sur les 300 promis par les donateurs.

D'après Bill Frelick, responsable de cette enquête, le refus des pays riches du Nord de contribuer à leur juste part au coût financier et humain de l'assistance

aux réfugiés représente une vue à court terme qui va probablement multiplier les coûts à l'avenir.

Le rapport met aussi en cause la réaction des pays riches aux attaques du 11 septembre et à la campagne antiterroriste qui a suivi. Ainsi, au mois d'octobre dernier, les Etats-Unis ont suspendu pendant trois mois leur programme d'admission de réfugiés, abandonnant quelques 23 000 personnes, principalement d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient, qui avaient déjà reçu l'autorisation de séjourner dans le pays.

Selon Lavinia Limon, directrice exécutive de l'USCR : « *Ce fut une terrible erreur que de considérer les réfugiés comme des dégâts collatéraux dans le cadre de la guerre contre le terrorisme.* » A l'heure où la liberté est en danger, le monde se retourne sur les gens qui fuient les guerres, les persécutions et la terreur, et qui recherchent la liberté. « *Notre indifférence à l'égard des réfugiés sape nos valeurs.* »

L'année passée, cinq pays ont été à eux seuls à l'origine de plus de la moitié des 37,5 millions de réfugiés et de personnes déplacées dans le monde :

- Afghanistan : 4,5 millions de réfugiés et 1 million de personnes déplacées ;
- Palestine : 4,1 millions de réfugiés, dont 1,4 millions de personnes vivant dans les camps de la Bande de Gaza et la rive gauche du Jourdain ;
- Soudan : 440 000 réfugiés et 4 millions de personnes déplacées ;
- Angola : 445 000 réfugiés et 3 millions de personnes déplacées ;
- Colombie : 23 000 réfugiés et 2,5 millions de personnes déplacées.

L'enquête mentionne 61 pays considérés comme étant à la source de plus de 5 000 personnes réfugiées ou déplacées. Près de la moitié des personnes concernées vivent en Afrique. Des 31 pays qui sont à l'origine de plus de 100 000 réfugiés, 17 se trouvent en Afrique sub-saharienne.

Sources : IPS News

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Les priorités de Maitreya](#) (« Pour aider les hommes dans leur tâche, Maitreya, l'Instructeur mondial, a formulé certaines priorités. Assurer à tous un approvisionnement correct en nourriture ; procurer à tous un logement convenable ; fournir à

tous soins médicaux et éducation, désormais reconnus comme un droit universel. » Le Maître de Benjamin Creme, Partage international, janvier 1989. Dans cette rubrique, notre rédaction aborde les questions relatives aux priorités énoncées par Maitreya et présente des expériences orientées dans cette direction.)